

Unité interdépartementale Vaucluse – Arles

Avignon, le 05/07/2023

Affaire suivie par : Stéphanie NICOL
Tél. : 04.88.49.00.11
Courriel : stephanie.nicol@developpement-durable.gouv.fr
Code AIOT : 0006400441
Réf. : D-00420-2023

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société VALOREF – Établissement zone portuaire de BOLLÈNE
Dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets

Références : [1] Dossier de réexamen de l'exploitant daté du 25 septembre 2020
[2] Votre transmission du 2 novembre 2020

PJ : [PJ1] Projet de lettre à transmettre à l'exploitant

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1. ACTIVITÉS ET SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT

La société VALOREF exploite sur la commune de BOLLÈNE une installation de traitement de déchets non dangereux et une installation de traitement de déchets dangereux.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié. L'activité de stockage de déchets dangereux est plus particulièrement classée au titre de la rubrique IED suivante (rubrique IED principale) :

- 3550 – Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du Code de l'Environnement (CE), issues de la transposition de la Directive n°2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

2. CADRE RÉGLEMENTAIRE DU RÉEXAMEN « IED » ET DE LA RÉVISION DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES

2.1 DOSSIER DE RÉEXAMEN

En application de l'article R.515-71-I du CE, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles (MTD), l'exploitant adresse au Préfet un dossier de réexamen, dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les MTD relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les MTD pour le traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment), qui concernent l'établissement VALOREF au titre de sa rubrique IED principale 3550, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Par conséquent, un dossier de réexamen était attendu de la part de l'exploitant le 17 août 2019 au plus tard. Après mise en demeure du Préfet (AP du 29 novembre 2019), l'exploitant a transmis ce dossier au Préfet par courrier reçu le 19 octobre 2020, objet de votre transmission [2].

2.2 RÉVISION DES PRESCRIPTIONS ET DÉLAI D'APPLICATION

L'article R.515-70-I du CE dispose que les prescriptions, dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED, sont réexaminées au regard des MTD et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3550, l'exploitation en conformité avec les MTD doit donc être effective pour le 17 août 2022.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature :

- 3510 hors installations de lagunage ;
- 3531 hors installations d'élimination des laitiers ;
- 3532 hors installations de valorisation des laitiers ;
- 3550 ;
- 3710 lorsque l'installation traite les eaux résiduaires rejetées par une ou plusieurs installations classées au titre des rubriques susmentionnées ou un mélange d'eaux résiduaires lorsque la charge polluante principale est apportée par une installation classée au titre des rubriques susmentionnées.

Aussi, sauf demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ou demande d'application d'une meilleure technique alternative, il n'y a pas lieu de proposer à Madame la Préfète un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. En effet, l'arrêté ministériel susvisé est d'ores et déjà applicable à l'établissement et acte de l'application des MTD pour le traitement des déchets.

3. INSTRUCTION DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

Le « périmètre IED » de l'établissement n'est pas précisé dans le dossier. Au sens de l'article R.515-58 du CE, le périmètre IED est constitué uniquement du stockage de déchets dangereux et des installations connexes (l'installation qui traite ces déchets dangereux n'est pas classée au titre de la rubrique 3510, la capacité de traitement étant inférieure à 10 t/jour). Cependant, l'exploitant a étudié la conformité aux MTD pour le procédé de traitement des déchets non dangereux et pour le procédé de traitement des déchets dangereux. Le dossier de l'exploitant lui étant opposable, l'inspection a également pris acte de ses engagements pour les deux types de procédés.

Les MTD pour le traitement des déchets qui sont applicables à ces installations sont les suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. AMPG WT*	MTD applicables
1	Système de management environnemental (SME) pour l'amélioration des performances environnementales globales	2.I	X
2	Techniques génériques pour l'amélioration des performances environnementales globales	2.II + 3.1.I	X
3	Tenue à jour d'un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux pour faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air	2.III	X
4	Techniques génériques pour réduire le risque environnemental associé à l'entreposage de déchets	3.1.I	X
5	Procédures de manutention et de transfert des déchets	3.1.II	X
6	Surveillance des principaux paramètres de procédé	2.IV.2.a	X
7	Respect des normes de surveillance des rejets dans l'eau	2.IV.2.b	X
8	Respect des normes de surveillance des rejets dans l'air	2.IV.1	X
9	Techniques de surveillance des émissions diffuses de composés organiques dans l'air pour certains procédés de traitement sur ou impliquant des solvants	3.4.I	
10	Surveillance périodique des odeurs	2.IV.1	
11	Surveillance annuelle de la consommation d'eau, d'énergie, de matières premières, de la production de résidus et d'eaux usées	2.I	X
12	Plan de gestion des odeurs	3.1.III.2	
13	Techniques génériques pour éviter ou réduire les odeurs	3.1.III.1	
14	Techniques génériques pour éviter ou réduire les émissions de poussières, de composés organiques et d'odeurs dans l'air	3.1.VI	X
15	Techniques génériques pour assurer un recours au torchage uniquement pour raisons de sécurité ou pour des situations opérationnelles non routinières (démarrage, arrêt...)	3.1.V	
16	Techniques génériques pour réduire les émissions des torchères	3.1.V	
17	Plan de gestion du bruit et des vibrations	3.1.IV.2	X
18	Techniques génériques pour éviter ou réduire le bruit et les vibrations	3.1.IV.1	X
19	Techniques génériques pour optimiser la consommation d'eau, réduire le volume d'eaux usées, et éviter ou réduire les rejets dans le sol et l'eau	3.1.VII	X
20	Techniques génériques de traitement des eaux usées pour réduire les rejets dans l'eau, et niveaux d'émissions associés à ces techniques pour les rejets directs et/ou indirects dans un masse d'eau réceptrice (NEA-MTD)	3.1.X + 3.2.III + 3.3.IV + 3.4.IX + 3.5.III	X
21	Techniques génériques pour éviter ou limiter les conséquences des accidents et des incidents	3.1.VIII	X
22	Utilisation rationnelle des matières	CE**	X
23	Efficacité énergétique	3.1.IX	X
24	Réutilisation des emballages	CE**	X
TRAITEMENT MECANIQUE DES DECHETS			
25	Techniques pour réduire les émissions de poussières, de particules métalliques, de PCDD/F et de dioxines de type PCB dans l'air, et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	X
26	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales et éviter les émissions dues à des accidents ou des incidents	3.2.I	
27	Techniques pour éviter les déflagrations et en réduire les émissions	3.2.I	
28	Maintien d'une alimentation stable du broyeur pour une utilisation efficace de l'énergie	3.2.I	
29	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de certains déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	
30	Techniques pour éviter les explosions lors du traitement des certains DEEE	3.2.II	

31	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de déchets à valeur calorifique et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	
32	Techniques de collecte, traitement et surveillance de émissions de mercure dans l'air résultant du traitement de DEEE contenant du mercure et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	
TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES DECHETS			
33	Sélection des déchets entrants	3.3.I	
34	Techniques pour réduire les émissions canalisées de poussières, de composés organiques, de composés odorants (dont H ₂ S et NH ₃) dans l'air et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.3.III + 3.3.V	
35	Techniques pour limiter la production d'eaux usées réduire la consommation d'eau	3.3.II	
36	Surveillance ou modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés pour le traitement aérobie	AM*** comp/mét	
37	Techniques pour réduire les émissions diffuses de poussières, les dégagements d'odeurs et de bioaérosols dans l'air pour le traitement aérobie	AM*** comp/mét	
38	Surveillance ou modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés pour le traitement anaérobie	AM*** comp/mét	
39	Techniques pour réduire les émissions dans l'air pour le traitement mécanobiologique	3.3.IV	
TRAITEMENT PHYSICOCHIMIQUE DES DECHETS			
40	Techniques de surveillance des déchets entrants pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux	3.4.II	X
41	Techniques pour réduire les émissions diffuses de poussières, de composés organiques et de NH ₃ dans l'air pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.II	X
42	Surveillance de la teneur en composés chlorés des déchets entrants pour le reraffinage des huiles usagées	3.4.III	
43	Techniques pour réduire la quantité de déchets à éliminer pour le reraffinage des huiles usagées	3.4.III	
44	Techniques pour réduire les émissions de composés organiques dans l'air pour le reraffinage des huiles usagées et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.III	
45	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de déchets à valeur calorifique et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.IV	
46	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales de la régénération de solvants usés	3.4.V	
47	Techniques pour réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant de la régénération de solvants usés et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.V	
48	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales du traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	3.4.VI	
49	Techniques pour réduire les émissions de HCl, de HF, de poussières et de composés organiques dans l'air résultant du traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	3.4.VI	
50	Techniques pour réduire les émissions de poussières et de composés organiques dans l'air résultant de l'entreposage, de la manipulation et du lavage des terres excavées polluées	3.4.VII	
51	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales et réduire émissions canalisées de PCB et de composés organiques dans l'air	3.4.VIII	
TRAITEMENT DES DECHETS LIQUIDES AQUEUX			
52	Techniques de surveillance des déchets entrants	3.5.I	
53	Techniques pour réduire les émissions de HCl, de NH ₃ et de composés organiques dans l'air et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.5.II + 3.5.III	

* AMPG WT : arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

** CE : cette technique est déjà applicable dans le respect du code de l'environnement (CE).

Il ressort de l'analyse du dossier de réexamen que l'exploitant a réalisé son dossier dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen, édité par la direction générale de la prévention des risques en octobre 2019. En effet, un examen comparatif à l'ensemble des MTD applicables à l'installation IED a été réalisé par l'exploitant.

Au terme de cet examen, l'exploitant ne fait pas de demande de dérogation à un NEA-MTD et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative. Ce dernier déclare dans son dossier de septembre 2020 que ses installations ne sont pas en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets qui lui sont applicables. Comme indiqué précédemment dans le point 2.2 du présent rapport, la mise en conformité doit être effective au plus tard au 17 août 2022. Elle concerne les sujets repris dans le tableau suivant.

N° de la MTD	Objet de la MTD	Information éventuelle sur l'action à réaliser par l'exploitant	Délai de mise en conformité
1	Système de management environnemental (SME) pour l'amélioration des performances environnementales globales	Mise à jour du système de management environnemental comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> • l'amélioration des procédures de gestion des flux de déchets • mettre en œuvre un système de gestion de la qualité des extrants 	17/08/22
3	Tenue à jour d'un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux pour faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air	Réaliser un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux	17/08/22
4	Techniques génériques pour réduire le risque environnemental associé à l'entreposage de déchets	Préciser le temps de séjour maximal des déchets	17/08/22
5	Procédures de manutention et de transfert des déchets	Mettre en place une procédure pour les activités déchets non dangereux	17/08/22
8	Respect des normes de surveillance des rejets dans l'air	Mettre en place une surveillance semestrielle des rejets canalisés au niveau de la chaîne de tri, au niveau des sorties canalisées du bâtiment de concassage et au niveau du broyeur WOOL	17/08/22
19	Techniques génériques pour optimiser la consommation d'eau, réduire le volume d'eaux usées, et éviter ou réduire les rejets dans le sol et l'eau	Recycler les eaux de process de WOOL	17/08/22
21	Techniques génériques pour éviter ou limiter les conséquences des accidents et des incidents	Réaliser une étude sur le confinement des eaux d'extinction incendie	17/08/22
41	Techniques pour réduire les émissions diffuses de poussières, de composés organiques et de NH₃ dans l'air pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	Respecter les NEA-MTD pour WOOL	17/08/22

4. ACTUALISATION DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION EN VIGUEUR

L'exploitant sollicite les modifications suivantes de son arrêté préfectoral :

- la compilation des différents arrêtés préfectoraux en un seul document ;
- la modification de son tableau de classement afin de prendre en compte les modifications de la nomenclature et diverses modifications des installations ;
- la modification de la liste des déchets acceptés sur le site et la suppression de l'étiquetage des boxs ;
- la modification de la périodicité de relevé des consommations d'eau et l'augmentation du prélèvement d'eau de ville ;
- la prescription du nettoyage annuel du décanteur ;
- la modification de la surveillance des émissions atmosphériques.


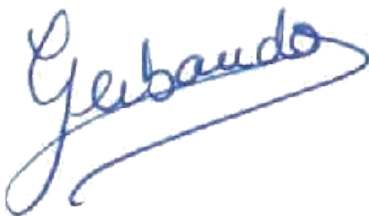
L'examen de ces demandes de modifications fait l'objet d'un rapport dédié.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Au regard de l'analyse du dossier de réexamen remis par l'exploitant, et compte tenu de la réglementation nationale déjà applicable (arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED), l'Inspection des installations classées propose à Madame la Préfète d'adresser à l'exploitant le projet de courrier joint au présent rapport [PJ1] visant à :

- prendre acte des engagements de l'exploitant relatifs à la mise en conformité complète de ses installations au plus tard le 17 août 2022 et devant donc, à ce jour, être effective. L'Inspection des installations classées s'attachera par ailleurs à vérifier le respect de ces dispositions lors d'une prochaine visite de contrôle ;
- rappeler que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé sont applicables à l'exploitation de ses installations ;
- lui rappeler que l'activité relève également du 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement et qu'il est donc tenu d'adresser au préfet un rapport de base ou un justificatif de non remise de ce rapport à l'occasion de la remise de son dossier de réexamen (délai de 3 mois) ;
- l'informer que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par l'Inspection des installations classées ;
- lui préciser que ses demandes de modification de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié seront étudiées à part et feront l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

L'exploitant n'ayant formulé ni de demande de dérogation, ni de demande d'application d'une meilleure technique disponible alternative, la sollicitation de l'avis du CODERST sur ce projet de prescriptions complémentaires n'est donc pas requise.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Le référent déchets	Le responsable de l'UiD Vaucluse – Arles
		
Stéphanie NICOL	Florence GERBAUDO	Sébastien PREVOST

[PJ1] : Projet de lettre à transmettre à l'exploitant

Objet : Directive IED – Dossier de réexamen.

Réf. : Votre dossier daté du 25 septembre 2020 et reçu le 19 octobre 2020

PJ : [1] Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur activité.

Monsieur le Directeur,

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez transmis par courrier visé en référence votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment), parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018. Le respect de ces MTD vous est applicable depuis le 17 août 2022, soit 4 ans après la parution des dites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, je note que vos installations n'étaient pas en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets à la date de rédaction du dossier de réexamen et prends acte des engagements affichés pour une mise en conformité de ces dernières (tableau ci-dessous) au plus tard le 17 août 2022. Cette échéance étant à ce jour dépassée, les différentes mises en conformité doivent donc être effectives.

N° de la MTD	Objet de la MTD	Information éventuelle sur l'action à réaliser par l'exploitant
1	Système de management environnemental (SME) pour l'amélioration des performances environnementales globales	Mise à jour du système de management environnemental comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none">l'amélioration des procédures de gestion des flux de déchetsmettre en œuvre un système de gestion de la qualité des extrants
3	Tenue à jour d'un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux pour faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air	Réaliser un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux
4	Techniques génériques pour réduire le risque environnemental associé à l'entreposage de déchets	Préciser le temps de séjour maximal des déchets
5	Procédures de manutention et de transfert des déchets	Mettre en place une procédure pour les activités déchets non dangereux
8	Respect des normes de surveillance des rejets dans l'air	Mettre en place une surveillance semestrielle des rejets canalisés au niveau de la chaîne de tri, au niveau des sorties canalisées du bâtiment de concassage et au niveau du broyeur WOOL
19	Techniques génériques pour optimiser la consommation d'eau, réduire le volume d'eaux usées, et éviter ou réduire les rejets dans le sol et l'eau	Recycler les eaux de process de WOOL
21	Techniques génériques pour éviter ou limiter les conséquences des accidents et des incidents	Réaliser une étude sur le confinement des eaux d'extinction incendie
41	Techniques pour réduire les émissions diffuses de poussières, de composés organiques et de NH ₃ dans l'air pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	Respecter les NEA-MTD pour WOOL

Je vous informe que l'Inspection des installations classées s'attachera tout particulièrement à vérifier le respect de ces dispositions lors d'une prochaine visite de contrôle.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED retranscrit pour partie dans le droit national les MTD applicables au secteur du traitement des déchets. Les dispositions des annexes 2, 3.1, 3.2 et 3.4 vous sont directement applicables depuis le 17 août 2022.

Je vous rappelle également que le respect de la MTD 22 relative à l'utilisation rationnelle des matières est un des principes inscrits dans le Titre IV du livre V du code de l'environnement (notamment aux articles R.543-66 et suivants), qui vous était déjà applicable.

Par ailleurs, je vous rappelle que votre activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement, et qu'à ce titre vous êtes tenu de m'adresser un rapport de base ou un justificatif de non remise de ce rapport, que je vous demande de me transmettre dans un délai n'excédant pas trois mois à réception de ce courrier. Je vous invite pour cela à utiliser le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED établi par la direction générale de la prévention des risques.

J'attire votre attention sur le fait que votre dossier de réexamen fait foi et qu'il est réglementairement opposable depuis le 17 août 2022. Son respect est donc susceptible d'être contrôlé par l'Inspection des installations classées.

Enfin, veuillez noter que les demandes de modifications de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié sont étudiées à part et feront l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.